



Economie | Ford promet à nouveau de maintenir 1 000 emplois à l'usine de Blanquefort



L'annonce a un goût de disque rayé. "Que des paroles", s'inquiètent les salariés. Jeff Wood, vice-président industriel pour l'Europe chez Ford, a promis comme son prédécesseur, que le constructeur américain maintiendrait au moins 1 000 emplois en Gironde. Dans un contexte de crise économique et de crise dans l'automobile, ces déclarations sont rassurantes. Mais, ces dernières années, les salariés de Ford Blanquefort ont déchanté à plusieurs reprises et attendent désormais des actes.

"Ce ne sont pour l'heure que des paroles, on attend des engagements écrits, car vu la situation économique ils peuvent du jour au lendemain nous dire qu'ils avaient prévu d'investir et qu'ils ne peuvent plus", souligne Philippe Poutou, représentant CGT chez Ford Blanquefort et candidat du NPA à la dernière présidentielle. Ce syndicaliste a entendu d'autres déclarations de ce type ces dernières années et reste circonspect. "Il n'y a pas les investissements nécessaires pour arriver à ces 1.000 emplois. Il n'y a pas les preuves concrètes que Ford s'engage activement, on voit que des activités vont se mettre en place mais on est aujourd'hui loin du compte", estime-t-il.

Bientôt, le retour du logo ?

C'est aussi le sentiment du président PS de la CUB, Vincent Feltesse. "Maintenant il faut qu'on se donne clairement des échéances", qui attend du concret. "Il faut lors du prochain Copil en décembre que les collectivités locales puissent signer les conventions avec Ford et que les deux conditions que nous avons mises soient respectées: le retour du logo de Ford sur l'usine et les 1.000 emplois", précise-t-il. Pour mémoire, First Aquitaine Industries" (FAI) a été vendue en 2009 par Ford à l'Allemand HZ Holding, puis rachetée en janvier 2011 par le constructeur américain. La décision est symbolique et c'est un signe positif; Jeff Wood s'est dit aujourd'hui "favorable au retour du logo". Au total, le montant des aides des collectivités se monte à 25 millions d'euros. "Les aides publiques sont subordonnées aux engagements qu'à pris Ford et nous serons très vigilants", a souligné le nouveau préfet de Gironde, Michel Delpuech. Chacun mesure l'urgence de la situation actuelle. A ce jour, 250 salariés sont actifs. Les autres sont au chômage partiel en partie financé par des aides publiques, ou en formation, voire en préretraite.